

LA PLACE DE L'ETUDE DE L'OPINION PUBLIQUE DANS LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Saïd KAHLAT

Maître Assistant ISPRI

Med MEZIANE

Maître Assistant ISIC

LA PLACE DE L'ETUDE DE L'OPINION PUBLIQUE DANS LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Saïd KAHLAT

Maître Assistant ISPRI

Med MEZIANE

Maître Assistant ISIC

Dans un paysage mouvant, où les attitudes et les valeurs ont cessé d'être stables, l'étude de l'opinion publique devient un outil de premier ordre.

Parler des sondages d'opinion renvoie, au-delà des problèmes techniques, méthodologiques et instrumentaux, à la place de l'opinion publique dans la société, c'est à dire sa valeur et son utilité. Quel lien peut-on établir entre l'étude de l'opinion publique, la prospective et, plus généralement, les sciences sociales?

En quoi l'opinion publique peut-elle redonner un nouveau souffle aux sciences sociales?

Peut-on se fier à l'opinion publique pour rendre compte de l'état de la société, sans risque de nous tromper et tomber dans un discours approximatif?

A ces questions nous allons tenté d'apporter un début de réponse, en essayant de mieux cerner le problème, sans prétention de notre part d'élaborer une quelconque théorie de l'opinion.

Examinons, avant toute chose, ce que recouvre la notion de prospective et son lien avec les sciences sociales.

L'avenir est le domaine, par excellence, de la prospective. C'est le présent qui est en droit de tirer tous les profits. En d'autres termes, l'action du présent n'a de sens et n'est valide que par rapport à ce qui résultera de l'étude prospective. La prospective est en cela une autre manière de corriger le présent ou de l'orienter autrement.

La prospective, avant d'être un domaine nouveau de connaissance, est un véritable enjeu. Les études menées dans le domaine de la prospective ont le mérite d'avoir ouvert un nouveau champ de connaissance. Elles couvrent, autant

les études sur les perspectives économiques et sociales de type quantitatif, que les scénarios d'avenir.

La prospective dans le domaine des sciences sociales adopte plutôt une démarche plus mesurée et nuancée. Pour la sociologie, par exemple, prévoir ou anticiper, cela signifie pouvoir extraire de la réalité sociale de tous les jours, les invariants qui travaillent en profondeur la société et, dont on ne perçoit pas toutes les conséquences.

Dans cette perspective, apparaît à nos yeux comme un espace à trois dimensions:

- une dimension qui impose à la société ses déterminismes,
- une dimension faite de hasard et d'imprévus stochastiques,

une dimension qui appartient à l'homme et qui constitue son action sur le cours des événements, un avenir qui est de son ressort, qui est à construire.

Entrevoir l'avenir, c'est posséder le maximum de données en main et une connaissance parfaite des faits sociaux les plus marquants. Il s'agit aussi de saisir ce qui est propre à la société, et qui lui est permanent sur la longue durée.

Une démarche scientifique consiste à accéder à la mémoire collective, à interroger les motivations et les intentions, à étudier les comportements individuels et collectifs, et à mettre en évidence les interdépendances, et saisir les phénomènes les plus marquants, pour en dégager les variables clés.

Il serait possible d'esquisser ensuite des scénarios de l'avenir. Il est aussi question, lorsqu'on traite de prospective, de relever:

les tendances lourdes (évolution démographique, rythme du progrès technique, urbanisation, permanence de certaines règles de droit et des us).

Les faits porteurs d'avenir ou annonceurs de changements (peu perceptibles, réalités embryonnaires).

Les facteurs sociaux, moraux et idéologiques prennent une importance croissante dans les études de prospective. Ce sont, en fin de compte, les hommes qui façonnent leur avenir. C'est vers eux, qu'il faut se tourner pour comprendre ce qui sous-tend les pratiques sociales dans la vie de tous les jours. Ceci nous montre sans doute l'intérêt que requiert l'étude de l'opinion publique, un des moyens privilégiés d'accès à cette réalité mouvante, qui porte en elle les éléments de l'avenir en gestation. Nous envisageons dans un premier temps:

les conditions d'émergence de l'opinion publique, comme une exigence de la vie moderne et de la démocratie.

L'apport de l'étude de l'opinion publique au développement des sciences sociales.

A - Les conditions d'émergence de l'opinion publique, comme une exigence de la vie moderne et de la démocratie.

Sommairement, nous pouvons définir la notion d'opinion publique comme étant une réalité collective, un phénomène de masse. Les expressions plurielles auxquelles elle donne lieu, lui confèrent le statut d'une force sociale.

Le consensus qui s'établit autour de certains problèmes majeurs accroît sa force. Elle contribue à exprimer une conscience et à lui donner parfois un sens.

Il demeure, cependant, que cette notion échappe souvent à l'analyse scientifique du fait de sa non permanence, de son caractère versatile, et surtout de l'absence de liens constants avec le mouvement social.

Ceci s'explique par le fait que l'opinion publique ne renvoie pas à un objet que l'on peut facilement cerner, mais à un ensemble complexe de phénomènes qui peuvent constituer un domaine de recherche, ayant toute son importance, car, ce dernier permet d'identifier, à travers la parole, la prise de position, les attitudes individuelles et collectives, les facteurs internes et externes qui conditionnent son existence.

Ce qui lui donne toute sa singularité, c'est cette capacité de traduire une identité sociale ou un aspect de celle-ci. Elle réalise une synthèse à partir d'éléments apparemment hétéroclites. Les individus qui adhèrent à cette opinion publique, ou contribuent à lui donner un sens convergent toutes leurs spécificités. Ce qui les lie, c'est la formation d'un avis commun. Cette expression libre fait d'eux des acteurs sociaux.

Cet intérêt porté au devoir de se prononcer sur les questions de société procède de la volonté de l'homme de façonner son espace d'intégration, son lieu de sociabilité, son histoire.

Comment exprimer son être, sa manière d'exister et sa volonté de changement, si on ne peut formuler une opinion? Cette démarche civique est celle qui permet au citoyen d'accéder au mouvement des idées, aux questions majeures de son temps.

Cependant, il ne faut pas ignorer l'influence du conditionnement médiatique, le poids des idéologies, les pesanteurs sociales et culturelles sur la formation de l'opinion publique.

Il faut aussi admettre que la complexité de la notion d'opinion publique s'explique par le fait qu'elle renvoie à un champ où s'imbriquent un ensemble de croyance, d'idées et de jugements, à partir duquel s'établit un avis dominant, qui ne se résume pas à une agrégation des points de vue individuels. Nous sommes

plutôt en présence d'une sorte d'alchimie qui assure leur convergence vers le consensus.

Il est aussi reconnu que le problème de l'opinion est celui de sa constance, car elle oscille, constamment, entre sa régularité et son caractère parfois versatile.

Elle demeure, quand même, une exigence de l'esprit libre, une expression de la conscience, une réaction du cœur. Elle nous permet, sans doute, d'apprécier l'état de la société à un moment donné, la manière dont elle se perçoit elle-même.

Il ne faut pas sous estimer l'exploitation insidieuse de l'opinion publique, lors des campagnes électorales, dans le débat politique ou pour fustiger les mouvements sociaux.

Il faut, par ailleurs, se garder de tout mimétisme dans la définition des techniques d'accès à l'opinion, tel que ce fut le cas en occident. En effet, beaucoup d'études ont démontré que celle-ci, après avoir été critiquée se voit aujourd'hui, de plus en plus, vidée de son contenu, récupérée par les mass-média.

L'opinion publique est sollicitée, à présent, sur des thèmes liés à la consommation de masse, dispensant les citoyens des questions de société et de devenir collectif.

Le thème de l'opinion publique fait son introduction dans la société algérienne en étant revendiqué par la société civile, à un moment où les institutions de l'Etat souffrent d'un déficit de représentativité, exprimant mal ou à défaut, les intérêts et les espérances des citoyens. Le recours à d'autres formes de communication et d'expression devient un impératif incontournable.

Ceci s'explique aussi par le fait que la formation de la mémoire politique et son enrichissement débordent le cadre de ces institutions pour interpeller la société civile où, d'ailleurs, se développent des courants d'idées et d'opinions porteurs tous deux de projets nouveaux.

L'opinion publique fait aussi irruption dans la société, en façonnant ses propres schèmes et canaux d'expression. C'est en cela qu'elle constitue un véritable enjeu.

Le débat sur cette action intervient à un moment où la société algérienne traverse une crise aux multiples dimensions. Certains aspects de cette crise trouvent leur objectivation dans une violence, dont l'ampleur, remet en question bien des certitudes.

L'absence de perspectives économiques et sociales globales, accentuée par l'opacité qui entoure l'exercice de la politique, creuse encore plus le fossé qui sépare la société civile de l'Etat.

Il faut, toutefois, remarquer, que la crise du rapport au politique ne signifie nullement une démission du citoyen. Bien au contraire, elle traduit une exigence éthique, celle de revendiquer une autre manière de faire de la politique.

L'exigence d'un espace d'expression est en elle même une innovation. Or, elle est constamment remise en question par ceux qui veulent la pervertir pour mieux la vider de son sens et pousser ainsi la population vers la démission.

On ne produit pas de cette manière son histoire, pas plus que l'on ne s'impose comme acteur dans le mouvement de l'universalité.

C'est à ce carrefour que les grandes valeurs de notre société se trouvent en jeu. Le rôle de l'homme de science devient alors, une exigence capitale à laquelle il ne peut se dérober, celle d'interpréter et de donner du sens.

B L'apport de l'étude de l'opinion publique au développement des sciences sociales.

La société algérienne, n'a jamais été aussi féconde et aussi riche en événements que lors de ces dernières années. Cependant, il faut admettre que bien des aspects de cette société échappent à la recherche scientifique.

Le domaine de l'opinion publique demeure méconnu et non exploré scientifiquement.

Cette recherche est rendue difficile, du fait du manque de traditions de recherche et en l'absence de l'autonomie de l'intellectuel. Cette situation est aggravée par l'interprétation réductrice et lénifiante des mutations en cours. Ces discours réifiant sur l'état de la société accroissent cette crise de la connaissance et ne facilitent guère la recherche.

C'est pour cela que l'étude de l'opinion publique présente un double intérêt:

scientifiquement, elle recueille une riche matière, que les spécialistes des sciences sociales peuvent aisément exploiter (établissement de banques de données, résultats d'enquêtes ...).

- politiquement, elle contribue à éclairer l'action à la fois des dirigeants et des citoyens sur la réceptivité et l'impact des politiques menées dans les différents domaines.

L'importance des enquêtes d'opinion réside dans leurs capacités à révéler à la recherche scientifique des réalités d'une fécondité insoupçonnée.

Nous rappelons, à titre d'exemple, l'étude réalisée par un institut de sondage d'opinion espagnol, pour le compte du conseil général de la Catalogne, sur l'état culturel de la population catalane. L'enquête est renouvelée tous les deux ans. Elle a, en effet, révélé des aspects de la société demeurés inexploités.

La mondialisation des échanges et de la communication a entraîné la précipitation des mutations économiques, avec toutes ses conséquences sur le tissu social, la hiérarchie des valeurs, les attitudes et les comportements des acteurs sociaux.

La nécessité d'une prospective sociale se trouve largement justifiée par l'intérêt d'étudier les incidences de la croissance économique sur les changements socio-culturels, et en quoi ces derniers peuvent affecter cette même croissance.

Comment envisager, aujourd'hui, le social?

En quoi peut-il constituer un frein ou un moteur?

Seules des études d'enquêtes y compris par sondage sont à mêmes de fournir de précieuses indications sur les raisons profondes qui commandent les actes et les attitudes des individus, et sur les facteurs qui impulsent de nouvelles dynamiques sociales, celles qui prennent en compte les aspirations individuelles, tout en relevant les défis auxquels est confrontée la collectivité.

Or, dans le cas de l'Algérie, la crise des institutions et le manque de transparence dans la définition des politiques économiques, les pesanteurs sociales, telles que l'analphabétisme, la crise de l'éducation et de la santé... fragilisent la société toute entière et compromettent son devenir.

Le manque de communication (phénomène qui accentue la méconnaissance de l'autre) et la tendance à la sclérose des espaces de confrontation et d'expression des opinions accroissent la méfiance et la suspicion entre la société civile et l'Etat.

Quant la société devient l'enjeu de toute sorte de conflits, nous sommes en droit de penser que les individus ne sont plus acteurs de leur destin, puisqu'ils sont le produit de la décomposition collective. C'est pour cela que nous considérons qu'une société n'est pas une machine que l'on peut remonter aussi facilement qu'on ne l'a démonté.

Cette situation est loin d'être confortable pour les institutions de recherche (déjà peu nombreuses) qui admettent l'existence de pans entiers de la société

demeurant à nos jours mal connus. Le processus de socialisation des années soixante dix connaît un abandon irrémédiable, sans que la société ne soit ni concernée ni associée à l'élaboration du nouvel ordre social.

Il y a lieu de se demander si ce nouvel ordre fait l'objet de recherches.

Quel sens peut-on donner à cette histoire qui se déroule sous nos yeux, sans que l'on ne puisse en déceler les mécanismes essentiels, et distinguer ce qui est permanent de ce qui ne l'est pas?

Comment entrevoir l'avenir si la société s'interdit le droit de savoir?

Il faut remarquer, cependant, que depuis les études et enquêtes menées du temps de l'A.R.D.E.E.S., rien d'équivalent et de crédible n'a été, depuis, entrepris.

Les statistiques établies régulièrement par l'O.N.S. ne sont guère relayées, sinon rarement, par des enquêtes ou exploitées par des études scientifiques.

Il est donc urgent d'effectuer un retour à la société et de se mettre à son écoute. Il s'agit de repenser les concepts et les méthodologies, et de pouvoir définir les enjeux.

On ne peut guère se tromper en disant qu'un champ d'investigation scientifique existe réellement. Il suffit pour cela de définir les instruments de l'observation et de l'analyse. Ce qui suppose bien entendu, un travail épistémologique à même d'éviter une instrumentalisation des résultats de recherche, ou de réduire la portée de l'enquête.

La recherche scientifique doit permettre l'introduction et la généralisation des enquêtes, basées sur l'observation directe, l'analyse des données qui permet d'appréhender de façon la plus objective possible tous les types de relations quantifiables, (l'analyse multivariée).

Ce que le chercheur doit s'interdire, c'est d'étendre sa conception sous quelque forme aux valeurs de ceux qu'il analyse.

L'intérêt des enquêtes pour la recherche scientifique est celui de baliser le terrain à travers le recueil des informations, l'établissement de données et la définition du choix des hypothèses.

L'objet qui nous intéresse ici est celui de l'opinion publique. En effet, le champ de connaissance qu'offre l'étude de l'opinion publique ne peut que soustraire les sciences sociales de l'instrumentalisation idéologique, et de l'archaïsme dans lesquels elle se trouve aujourd'hui, loin des préjugés et des dogmes.

L'étude de l'opinion publique peut révéler des indicateurs fiables pouvant nous renseigner sur l'état de la société, en passant par le mode de structuration de la société et la logique de ses transformations.

Empiriquement, nous pouvons avancer que les conduites et les attitudes que l'on désire étudier sont chargées de sens, expriment diverses conditions, traduisent des discours propres et sont marquées par leur contexte, ce qui signifie qu'elles ne valent que dans les limites de celui-ci. D'où l'intérêt de mener des études comparatives étalées dans le temps.

L'état de l'opinion est saisi par des techniques de collecte de l'information. Pour cela, le questionnaire demeure l'instrument privilégié. Toutefois, on ne peut lui accorder de neutralité.

L'enquête par sondage permet au chercheur de mesurer l'écart qui existe entre les normes et les conduites.

Il faut, cependant, soumettre à la réflexion épistémologique, les méthodes utilisées et les données recueillies, dans un souci de mieux interpréter les faits sociaux, et de se garder de toute simplification.

Le traitement statistique permet de déceler les relations entre différentes variables et d'apprécier divers niveaux d'analyse.

Les sondages d'opinion ont connu un essor important ces dernières années. Ils sont sollicités par des institutions de plus en plus nombreuses. L'intérêt qui lui est porté résulte du besoin impérieux de réduire les zones d'incertitudes, afin de pouvoir établir de meilleures prévisions. Les sondages couvrent, en général, les thèmes suivants:

- la mesure des intentions de vote,
- les cotes de popularité des hommes politiques,
- les questions de société,
- la consommation de masse ... ect.

Ils constituent, au sein de la société, un baromètre de la vie politique.

Les sondages sont conçus comme un outil d'étude et de prévision dans beaucoup de cas. Ils permettent d'évaluer et d'apprécier, aussi bien, l'impact des courants d'opinions sur la prise de décision dans le domaine politique, que l'effet inverse.

Autrement dit, ils vérifient dans la vie pratique la manière dont sont perçues les politiques économiques, les réformes entreprises Ils traduisent aussi les attentes des citoyens, et expriment leurs visions des choses.

Ils offrent, enfin, une matière riche et vivante pour l'étude des mutations et des changements qui surviennent dans la vie des sociétés.

Il ya lieu de noter que la pratique des sondages d'opinion est un fait culturel nouveau dans la vie politique de la société algérienne. Néanmoins, ce besoin surgit comme une exigence démocratique de l'homme moderne.

En conclusion, nous pouvons avancer, sans risque de beaucoup nous tromper, que le citoyen algérien est devenu, grâce aux retombées du développement économique et social, et compte tenu des sacrifices qu'il a consenti, un acteur incontournable dans la définition des grands choix politiques.

Le fonctionnement des institutions ne peut, désormais, plus se passer de l'opinion publique pour pouvoir agir, gérer et prévoir. D'où l'intérêt de libérer l'opinion, faute de quoi, c'est la rumeur, la langue de bois, la démagogie qu'on servira comme manuel aux générations futures.

L'université algérienne retrouvera ses lettres de noblesse, si elle arrive à effectuer ce retour à la société pour comprendre ce qui nous arrive, et identifier les points de rupture.

Il suffit, pour cela, d'avoir le courage et l'honnêteté de se remettre en question, et de réenvisager notre société à partir d'autres repères, qu'il faudra rechercher patiemment au sein même de cette société.

Bibliographie:

N.B: Quelques ouvrages utiles dans l'étude de l'opinion publique sur les plans théorique et pratique:

- (1) - Boudon (R), Les méthodes en sociologie, Paris, Bordas, 1971.
- (2) - Boudon (R) et Lazarsfeld (P), Le vocabulaire des sciences sociales, Paris, Mouton, 1965.
- (3) - Grisez, (J), Méthodes de la psychologie sociale, Paris, PUF, 1975.
- (4) - Hugues (M), Segmentation et typologie, deux techniques du marketing moderne, Paris, Bordas, 1970.
- (5) - Pitron (A), Du bon usage des enquêtes d'opinion. Revue Française de Sociologie, 1971, 12, n°2.
- (6) - Sauvvy (A), L'opinion publique, Paris, PUF, 1971.
- (7) - Steotzel (J), Théorie des opinions, Paris, PUF, 1943.